



Hauts-de-Seine

CHS-CT du 11 février 2016

I – Bilan des formations de l'année 2015

55 sessions ont été organisées et 454 agents formés (193 hommes et 261 femmes). Si l'on compare ces chiffres aux années précédentes, on constate une baisse de la participation depuis l'année 2013.

La participation aux formations de secourisme (initiale et recyclage) reste néanmoins importante comparativement aux autres formations sécuritaires. L'annulation de 3 sessions « Gestion de l'agressivité », 2 sessions « Mieux vivre au travail », 1 session « Prévention des TMS » et 1 session « Maniement des extincteurs » est à déplorer. Plusieurs appels à candidatures ont été faits afin de motiver les agents et leur chef de service.

Le fichier recensant la participation des agents aux formations en 2015 a été transmis, comme chaque année, à la division RH afin que les dossiers des agents soient complétés. 4 tableaux transmis ce jour indiquent, pour les formations sécuritaires, le nombre d'agents formés sur chaque site. Il est à noter que certains sites ne disposent pas encore d'agent formé :

- Sauveteur secouriste du travail : Meudon TM
- Habilitation électrique : Boulogne Fessart, Malakoff et Sèvres
- Guides et serres files : Courbevoie, Levallois Alsace, Nanterre Paierie et Villeneuve la Garenne

FO DGFIP 92 a fait le parallèle avec le manque de participation dans les sessions de formations métiers où l'absentéisme est à souligner et à mettre en rapport avec la charge croissante de travail des agents.

II – Exécution du budget 2015

Sur la dotation annuelle de 290 472 € la consommation a été la suivante :

Types de dépenses	Coût	Solde
Formations du CHSCT	61 134,74	
Achat de matériels pour les formations du CHSCT	549,60	
Fournitures de bureau et fonctionnement CHSCT	157,61	
Travaux	167 165,77	
Matériels et équipements divers	55 887,68	
Formations spécifiques (AP)	5 484,00	
Consommation en AE	290 379,40	92,60
Consommation en CP	290 049,71	422,29

FO DGFIP 92 a fait remarquer que les besoins de formation ne sont pas forcément en adéquation avec la baisse des effectifs et la surcharge de travail. Le nombre de sessions de formation sur la prévention des RPS devrait être plus important afin d'apporter une réponse à l'agressivité des usagers.

III – Propositions de dépenses

Le tableau des formations pour 2016 (conformément aux deux MAPA réalisés) a été présenté par la SA en GT :

Lot s	Formations	Sessions	Coût TTC	Prestataires
MAPA 2015-10-01 – Formations sécuritaires (7 lots)				
1	SST initiale	8	8 000	FRANCE PREVENTION SECOURISME
2	SST recyclage	13	7 020	SOFIS
3	Alerter, masser, défibriller	4	996	COMPETENCES PREVENTION
4	Guides et serres files avec exercice d'évacuation	6	5 100	FRANCE PREVENTION SECOURISME
	Exercices ponctuels d'évacuation (AP)	10		
5	Habilitation électrique BS-BR initiale et recyclage	5	4 008	SOFIS
6	Maniement des extincteurs en unité mobile	4	1 056	VULCAIN
7	Conduite Préventive	2	6 828	LA CONDUITE PREVENTIVE
MAPA 2015-10-02 – Formations risques psychosociaux et conditions de vie au travail (4 lots)				
1	Gestion de l'agressivité	7	5 950	FORM ET COM
2	Management et risques psychosociaux	3	4 140	SOFIS
3	Bien vivre son travail au sein du collectif	4	6 800	FORM ET COM
4	Prévention des TMS	8	4 800	SOFIS

Propositions de dépenses ayant fait l'objet d'un vote de principe en GT :

N°	Proposition	Sociétés	Coût	Vote des OS
3	Retrait de la moquette et pose d'un revêtement PVC dans un bureau (Mezzanine CAD Nanterre)	STRAVICINO	6 231,60	CGT – FO - Solidaires Finances et CFDT Favorable
4	Retrait de la moquette et pose d'un revêtement PVC dans 2 bureaux (12 ^{ème} étage CAD Nanterre)		7 882,20	
5	Fourniture et pose d'une barre d'appui dans un sanitaire PMR à la TM de Rueil	LA LOUISIANE	387,01	
6	Fourniture et pose d'une barre d'appui dans un sanitaire PMR au CFP de Neuilly Chauveau		919,20	
7	Mise en peinture d'une place de stationnement PMR à l'Antenne de Vanves	ASCIER	1 080,00	
8	Installation d'une climatisation-bureaux côté cours	GCLIMATIQUE	41 266,08	
1	Aménagement d'un poste de travail par le MP au CFP de Sceaux (imprimante multifonctions)	UGAP	99,50	
2				
1	Commande de 40 supports ergonomiques de documents et de 5 claviers roller-mousse Pro2	AZERGO	6 125,10	
4				
1	Pose d'une rampe dans l'escalier des archives du CFP de Courbevoie	SARMATES	1 287,50	
5				

présentation des dépenses en attente d'un vote des OS :

N°	Proposition	Sociétés	Coût	Vote des OS
1	Elévateur pour accès des PMR au CFP St-Cloud	ERMHES	18 509,03	CGT - Solidaires Finances FO et CFDT Favorable
2	Travaux de maçonnerie pour l'installation de l'élévateur au CFP de St-Cloud	LACROIX GCBTP	19 644,42	

1 1	Pose d'un capot de protection sur la tête de ligne France Telecom de l'Antenne de Vanves	PAR-S-ON	568,80	CGT - Solidaires Finances - FO Favorable CFDT contre
1 3	Pose d'une trappe de visite sur un pilier découpé suite à une fuite d'eau au CFP d'Issy	CABS	1 572,60	CGT - Solidaires Finances FO et CFDT Favorable
1 6	Aménagement d'un poste de travail par le MP (bureau à plateau électrique)	VINCO	1239,25	

FO DGFIP 92 rappelle que les OS avaient demandé à la division BIL de voir si un financement du FIPHF était envisageable pour une partie de la dépense liée à l'accès des PMR au CFP de Saint-Cloud.

L. BOTTON indique qu'après prise de contact et plusieurs interlocuteurs, une personne de la CRIPH lui a précisé qu'un financement à hauteur de 50 % de la dépense pourrait éventuellement avoir lieu mais le traitement des dossiers est très long et ils en sont actuellement à examiner ceux de 2012. Si ce financement est accepté, le FIPHF restituera la somme au CHSCT. Elle ajoute que des travaux d'ordre électrique ainsi que la mise en place d'une main courante seront pris en charge par la DGF. Elle précise que le devis de maçonnerie proposé ce jour ne peut pas être divisé en deux.

Le Directeur, D. LAMIOT en déduit que la probabilité qu'on obtienne un financement du FIPHF est donc très faible.

FO DGFIP 92 constate que si le FIPHF ne finance pas, à terme, une partie de cette mise en accessibilité, le CHSCT aura pris en charge la totalité de cette dépense.

IV – Accidents de service et maladies professionnelles

Le tableau des accidents en 2015 a été présenté par la division RH en GT du 15/1 :

Catégorie	Accidents service		Observations	Maladies profes.
	Trajet	Autre		
A	4	2	L'agent a déplacé un carton qui s'est déchiré et a entraîné une entorse à la cheville (Nanterre direction)	0
			L'agent a trébuché dans les escaliers (SIP Nanterre Rueil)	0
B	12	1	L'agent s'est coincé les doigts entre la poignée de la grille et le blindage intérieur de la porte d'accès aux convoyeurs (TM Villeneuve)	0
C	4	3	L'agent a manqué les 2 dernières marches de l'escalier menant au sous-sol (SIP Sceaux Sud)	0
			L'agent s'est pris les pieds dans un fil électrique et a chuté contre une étagère métallique (TM Montrouge)	0
			L'agent s'est blessé au poignet en rattrapant une boîte d'archives qui lui avait glissé des mains (SIP Sceaux Sud).	0
TOTAL	20	6		0

S. FRADOIS présente le tableau recensant les accidents de service pour le début de l'année 2016 :

Catégorie	Accidents service		Observations	Maladies profes.
	Trajet	Autre		
A	0	1	L'agent a trébuché dans les escaliers (SIP Nanterre Rueil)	0
				0
B	0	0		0
C	2	0		0
TOTAL	2	1		0

V – Questions diverses

- Etude sur les RPS :

B. GAUTIER a deux observations principales : la 1^{ère} concerne le périmètre de l'étude, il considère que la multiplication des services entraînera un nombre plus important d'entretiens individuels et collectifs et par conséquent un coût financier supplémentaire.

Sa 2^{ème} observation porte sur l'intervention du prestataire. La direction est favorable à la réalisation d'un diagnostic sur la souffrance au travail ainsi qu'un programme de prévention par le prestataire mais ne souhaite pas qu'il soit présent dans la mise en œuvre de l'étude elle-même. Il convient, par ailleurs, de focaliser l'apport du prestataire sur la prévention primaire et secondaire et surtout de mettre l'accent sur le suivi.

Dr O. HESS a précisé que lorsqu'on parle de prévention tertiaire on se situe dans le soin et cela ne relève pas du CHSCT. Il peut y avoir un dépistage ou un accompagnement mais le soin se situe au-delà de notre périmètre de compétence. Quand il fait un diagnostic le cabinet d'études propose des pistes d'intervention au CHSCT qui décidera ensuite ce qu'il conviendra de mettre en place.

D. LAMIOT, président de la CHS-CT a ajouté que dans les Hauts-de-Seine, les équipes RH sont solides et préoccupées par la question des RPS. Certains cadres en attente d'affectation peuvent, sous réserve de leur profil, être affectés à une mission de ce type pour conduire le plan d'actions.

FO DGFIP 92 a souligné la volonté des OS du 92 d'inclure dans leur cahier des charges ce suivi et cet accompagnement et a rappelé l'importance d'aboutir à des propositions concrètes et non uniquement à des préconisations ce qui serait regrettable à la fois pour les agents, le CHSCT et la direction.

On peut en effet mettre l'accent sur l'apport du prestataire en ce qui concerne la prévention primaire et secondaire mais la prévention tertiaire devra être pilotée avec le concours des OS et de la direction. Il faut une implication totale et une étroite collaboration pour pallier à la présence d'un cabinet spécialisé pour la mise en œuvre de ce plan d'actions.